RETOUR D'EXPÉRIENCE :



TROIS LABORATOIRES VIVANTS POUR APPUYER UNE GESTION JUSTE ET DURABLE DE LA BIODIVERSITÉ DANS L'OCÉAN INDIEN

VARUNA

cirad
LA RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

France
AFD
EXPERTISE FRANCE

Coordination Projet Living Forest : Frédérique Jankowski (Cirad, UMR SENS)

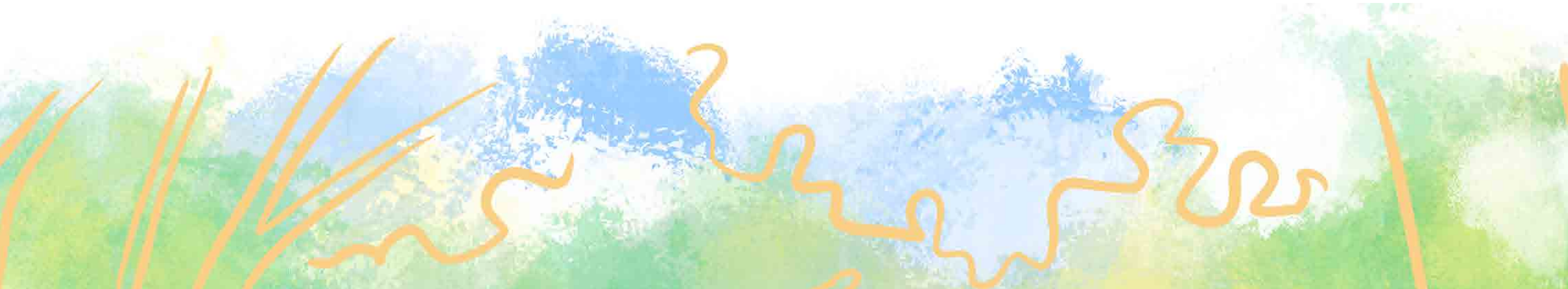
Ils ont apporté leurs petites pierres ou construit les fondations des Laboratoires Vivants Territoriaux :
Abdou Satar Mihiday (Univ des Comores), Abdoulhakim Mohamed Chakir (Univ. des Comores), Ahamadi Allaoui (Univ des Comores), Ali Mohamed Mbaye (Univ des Comores), Ali Said Ali (Univ. des Comores), Andriamiadanarivo Andry (Univ. Fianarantsoa), Andrisoa Voahirana Espérance (Univ. Fianarantsoa), Aubert Sigrid (Cirad), Audouin Sarah (Cirad), Becker Nathalie (MNHN), Blanco Julien (IRD), Bommel Pierre (Cirad), Bordron Bruno (Cirad), Bourhane Ibrahim (Univ des Comores), Bousquet François (Cirad), Botta Aurélie (Cirad), Carrière Stéphanie (IRD), Compagnie Miangaly Théâtre, Fatima Ibrahima (Univ des Comores), Fanjaniaina Marie Lucie (Univ. Fianarantsoa), Gaidet Nicolas (Cirad), Herimampionona Hasindrainy Florent (Univ. Fianarantsoa), Issoufa Thabiti (Univ. des Comores), LePage Christophe (Cirad), Lewandowski Sophie (IRD), Madi Bouchrane (Univ des Comores), Manantsoa Faustin Francky (CNRE), Miallet-Serra Isabelle (Cirad), Mohamed Mohamed Cheik (Univ. des Comores), Ndrembelonarivo Dino Marcellin (Univ. Fianarantsoa), Queste Jérôme (Cirad), Rabeharilalao Sitraka (CNRE), Rabemanajara Zo Hasina (Essa-Forêt), Rabotovao David Sebas (Univ. Fianarantsoa), Rafanoharana Elisa Thérèse Baovola (Univ. Fianarantsoa), Rafenomanantsoa Emilson (Univ. Fianarantsoa), Rafidison Verohanitra (Univ. Antananarivo), Rakotoarivelo Ludovic (CNRE), Rakotoarivony hajaniaina Mandroso (CNRE), Rakotonjohary Mamy Andrianiaina (Univ. Fianarantsoa), Rakotoson Mirana Mégane (Cirad), Ramananantoandro Tahiana (ESSA-Forêt), Ranoelindrina Florent Jean Yves (Univ. Fianarantsoa), Ranorosoa Marie Claudine (ESSA-Forêt / NAP Tampolo), Rasolondraibe Hobilalaina Onimamy (Univ. Fianarantsoa), Ratalata Baovola (Univ. Fianarantsoa), Ratalata Fanilo (Univ. Fianarantsoa), Ratovondrahona Alain Josué (Univ. Fianarantsoa), Razafintsalama Manitra (ESSA-Forêt), Razanaka Samuel (CNRE), Said Mahamoud (Univ. des Comores), Sarron Julien (Cirad), Sedera Norotiana (Cirad), Tsaramanana Valérien Eugène (Univ. Fianarantsoa) ...

... une soixantaine d'étudiants ...

Et bien sûr, **les plus de 900 acteurs** des trois territoires impliqués dans les actions des LVTs....

À propos de ce livret :
Conception éditoriale : Frédérique Jankowski (Cirad)
Conception graphique et illustrations : Judith Lorne

Pour citer ce livret :
Jankowski F, Aubert S., Audouin S., Rakotoson M. et al., 2026. « Retour d'expérience : Trois Laboratoires Vivants pour appuyer une gestion juste et durable de la biodiversité dans l'Océan Indien », Projet Living Forest (Cirad), Programme VARUNA (EF, AFD), 56p.



SOMMAIRE

6 SOMMAIRE
8 Quoi ? Pour qui ? Le projet Living Forest
10 Des constats qui appellent un nouveau paradigme
12 La notion de justice socio-écologique

14 UNE RÉPONSE : LA CRÉATION DE LABORATOIRES VIVANTS TERRITORIAUX (LVTS)
16 Qu'est-ce qu'un Laboratoire vivant ?
18 Le Laboratoire Vivant Territorial Atiala Miana
20 Le Laboratoire Vivant Territorial de Tampolo
22 Le Laboratoire Vivant de Mohéli

24 COMMENT CES LABORATOIRES VIVANTS TERRITORIAUX ONT-ILS FAIT POUR RENFORCER LE JUSTICE SOCIO-ÉCOLOGIQUE ?
26 Définir collectivement ce qui pose problème
28 Faire converger une pluralité d'expertises pour la valorisation d'un espace forestier
30 Travailler à la sécurisation foncière
32 Faire des Nouvelles Aires Protégées des espaces de rencontres
34 Publiciser et enquêter collectivement sur les situations vécues comme injustes
38 Considérer la pluralité des cadres de justice
40 Mettre en place un système de suivi & évaluation réflexif et participatif
42 Une multitude de lieux et de méthodes pour dialoguer, comprendre et agir en commun

44 CE QU'ONT PERMIS CES TROIS LABORATOIRES VIVANTS TERRITORIAUX
46 Des réalisations à l'issue de cette première phase
48 Dépasser et apprendre collectivement des difficultés
50 Des changements ressentis aujourd'hui
52 À chaque territoire, son Laboratoire Vivant !

QUOI ?

Et si gérer la biodiversité autrement devenait possible ?

C'est le pari que font trois collectifs multi-acteurs dans l'océan Indien, en expérimentant de nouvelles façons de dialoguer et d'agir ensemble au sein de Laboratoires Vivants Territoriaux (LVTs).

Ce livret retrace cette exploration.
Sans chercher à être exhaustif, il met en lumière ce qui s'est révélé porteur : un cadre favorisant la coopération, des méthodes pour mieux se comprendre et des démarches qui renforcent le pouvoir d'agir de chacun et la justice socio-écologique.

Au fil des expériences, des évolutions concrètes apparaissent — dans les connaissances produites, les pratiques et les relations entre acteurs — ouvrant la voie à des transformations plus profondes.

Plutôt que de proposer des modèles à reproduire, ce document partage des repères à adapter selon les contextes. Il se veut avant tout une invitation : à s'inspirer, à expérimenter, et à faire émerger d'autres dynamiques collectives pour une gestion de la biodiversité durable et considérée comme juste par les différentes parties prenantes.

POUR QUI ?

Ce livret s'adresse à un large éventail d'acteurs impliqués dans la conservation et/ou la valorisation de la biodiversité : chercheurs, étudiants, agents des services forestiers, organisations de la société civile, institutions publiques, entrepreneurs, acteurs territoriaux...

Il s'adresse en particulier à celles et ceux qui souhaitent s'engager dans des démarches collaboratives qui replacent l'humain au cœur des enjeux environnementaux.

LE PROJET VARUNA LIVING FOREST :

CATALYSEUR DE 3 LABORATOIRES VIVANTS TERRITORIAUX

Le projet Living Forest, coordonné par le Cirad et mis en œuvre avec ses partenaires, s'inscrit dans le programme Varuna Biodiversité (2022-2026), implémenté par Expertise France et soutenu par l'Agence Française de Développement.

Les urgences sociales et écologiques actuelles font émerger de nouveaux défis obligeant les chercheurs à développer des approches interdisciplinaires mais surtout à intégrer la diversité des acteurs et des savoirs impliqués dans la gestion de la biodiversité forestière pour faire émerger des pratiques et modes de gouvernance plus à même de répondre à la complexité des enjeux. C'est dans cet objectif que le projet Living Forest a appuyé la création de 3 Laboratoires Vivants Territoriaux (LVTs) pour appuyer une gestion durable et juste de la biodiversité forestière dans 3 territoires pilotes de l'Océan Indien (2 à Madagascar et 1 aux Comores).



Ces dispositifs sont pensés comme des cadres : (i) de mutualisation des savoirs et de co-production de connaissances actionnables (ii) de proximités renouvelées (informationnelles, organisationnelles, institutionnelles) entre les multiples acteurs concernés (gestionnaires des aires protégées, autorités traditionnelles et institutionnelles, ONGs, communautés rurales, acteurs économiques, directions étatiques, etc.) et (iii) d'expérimentations collectives pour une conservation et valorisation plus durable et juste de la biodiversité forestière.

Des Partenaires au cœur du projet : l'Université de Fianarantsoa, l'Université d'Antananarivo, l'Université des Comores, l'ESSA-Forêt, le CNRE, le FOFIFA, et l'IRD.

Pour en savoir plus sur le programme VARUNA : https://varuna-biodiversite.org/

DES CONSTATS QUI APPELLENT UN NOUVEAU PARADIGME

Les trois constats de départ :

1

BEAUCOUP DE CONNAISSANCE **MAIS** BESOIN DES RECHERCHES TRANSDISCIPLINAIRES



2

BESOIN DE MODES DE GESTION CONSIDÉRÉS COMME JUSTES PAR LES DIFFÉRENTES PARTIES PRENANTES



3

BESOIN DE SYNERGIES ENTRE ACTEURS ET ACTIONS



En 2023, une analyse systématique de la littérature scientifique a permis de recenser pas moins de **2300 publications sur les enjeux de conservation et de valorisation de la biodiversité dans l'Océan Indien**.

Cette analyse souligne que :

- Il existe peu de recherche interdisciplinaire permettant d'appréhender à la fois les dimensions sociales, économiques, écologiques. Les recherches sont peu appropriées par les acteurs non-académiques.

→ **Besoin de travaux de recherche inter- et trans-disciplinaires et de produire des connaissances actionnables pour les différentes parties prenantes.**

- Les travaux révèlent que les impacts sociaux des actions de conservation sont souvent négatifs, avec une augmentation des conflits sociaux et des inégalités sociales à proximité des Aires Protégées. De nombreuses actions sont vécues comme peu légitimes et en décalage avec les priorités locales

→ **Besoin de modes de gestion perçus comme justes par l'ensemble des parties prenantes**

- De très nombreux acteurs sont engagés dans la gestion de la biodiversité forestière à Madagascar et aux Comores mais ils déplorent un manque de coordination entre les actions et des divergences de pratiques parfois contre-productives pour atteindre les objectifs visés.

→ **Besoin de renforcer les synergies entre acteurs et de mieux articuler conservation et valorisation des ressources**

Ces constats soulignent la nécessité de **tester de nouvelles approches** capables **d'intégrer à la fois les enjeux de durabilité écologique et de justice sociale**.

Pour en savoir plus sur l'analyse systématique de la littérature :

Blanco J. & al., 2025. Efforts to engage people in forest biodiversity conservation had limited effectiveness in Madagascar: lessons and prospects from the literature. Biology Conservation 309.



LA NOTION DE JUSTICE SOCIO-ÉCOLOGIQUE

La justice socio-écologique se présente comme une confluence, un lieu où de multiples éléments se rencontrent, reliant de fait deux dimensions interdépendantes mais souvent traitées séparément :

LA JUSTICE SOCIALE :

Elle naît du besoin de tous les membres d'une société, et en particulier ceux de groupes marginalisés, défavorisés ou invisibilisés, d'être traités de manière juste et équitable tout au long de leur vie. Or chacun **est en capacité** de contribuer, ou pas, à la satisfaction de ce besoin, individuellement ou collectivement, notamment en mobilisant des réseaux de solidarité appropriés.

LA JUSTICE ÉCOLOGIQUE :

Elle traduit le besoin, pour chacun, de pouvoir s'épanouir individuellement et collectivement, dans un milieu sain et fécond. Or tous **sont en capacité** de soutenir l'existence de la multiplicité d'êtres vivants qui s'établissent ponctuellement ou durablement dans leur milieu de vie... ou de lui nuire...

Ces dilemmes sociaux engendrent des sentiments, impulsent des idées, fondent des théories, mobilisent des idéaux ou génèrent des violences. Ils questionnent la justice socio-écologique.

COMMENT VIVRE ENSEMBLE DANS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ?

Sur le terrain, la justice socio-écologique se présente comme un lieu commun à investir pour ouvrir et alimenter des espaces de débats et initier des actions collectives. Il s'agit de faire circuler la parole entre les habitants (et entre les habitants et les visiteurs), de prendre le temps de l'écoute et de partager des émotions, pour finalement convoquer simultanément l'intelligence collective et l'intelligence écologique, et expérimenter de nouvelles pistes d'action.

Chemin faisant, à l'échelle des territoires, **l'idée de justice socio-écologique se discute, se dessine, se transforme, et s'affirme.** Mieux formalisée, elle peut être adressée ...

- Aux bailleurs et aux États (L'aide publique au développement a vocation à améliorer les conditions de vie des citoyens et à protéger la biodiversité)
- Aux représentants de l'États et des collectivités territoriales (Les politiques publiques permettent de mobiliser des moyens pour stimuler le tissu économique, réduire la pauvreté et protéger l'environnement. Elles contribuent à fixer des règles de conduites dont le non-respect peut être sanctionné par des tribunaux.)
- Aux experts, aux entrepreneurs et aux autres acteurs de la société civile (Nombre d'individus et d'associations œuvrent, chacun à son échelle et selon sa spécialité, pour établir des diagnostics, produire des connaissances, faire des recommandations ou revendiquer des actions susceptibles de remédier aux injustices graves et flagrantes qu'ils identifient).

Et finalement à tous les habitants et les visiteurs concernés par les enjeux du vivre ensemble...

Pour en savoir plus sur la justice socio-écologique :

- A. Sen, 2010, L'idée de justice, Flammarion
- A. Bertrand, 2015, Justice écologique, justice sociale. Exemples historiques, analogies contemporaines et théorie politique, Victoire, coll environnement.
- S. Aubert, F. Gérard, E. Delay, C. Lepage, N. Gaidet, P. D'Aquino, P. Karpe (CIRAD-UPR GREEN), Ma.Boche, St. Leyronas (AFD), 2020, Guide opérationnel : Approche par les communs de la terre et des ressources qu'elle porte, Comité Technique «Foncier et Développement» , Regards sur le foncier n°9.
- W. Daré, A. Ba, 2025 (cord.), Justice environnementale dans les espaces ruraux en Afrique, Quae, coll. Nature et société



QU'EST-CE QU'UN LABORATOIRE VIVANT ?

À travers le monde, les Laboratoires Vivants Territoriaux prennent des formes variées selon les contextes de mise en œuvre. Ils reposent toutefois sur un constat commun : les défis des territoires sont complexes et ne peuvent être résolus par une seule forme d'expertise.

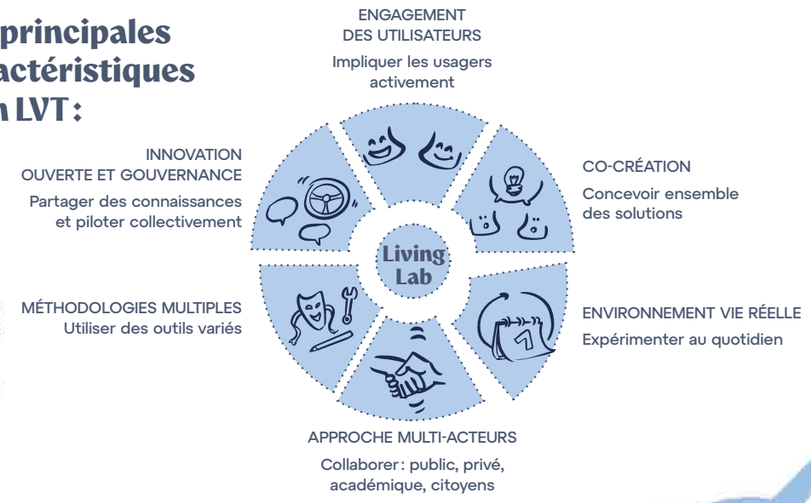
Ces dispositifs créent ainsi des espaces de dialogue et d'expérimentation réunissant une diversité d'acteurs et de savoirs. Chercheurs, communautés rurales, autorités coutumières et étatiques, agents de la conservation et entrepreneures y partagent des connaissances complémentaires, issues de la science, de la pratique et de l'expérience du terrain.

Ensemble, ils expérimentent et coconstruisent des solutions adaptées aux réalités locales et aux enjeux propres à chaque territoire.

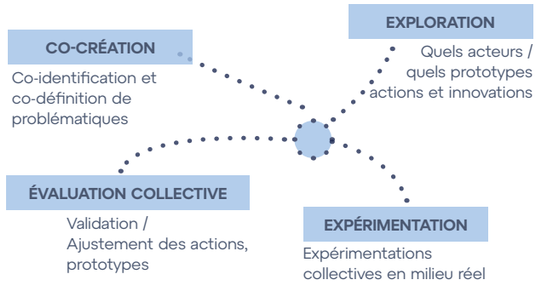
Une définition générique :

« Les laboratoires vivants sont des environnements d'innovation où les citoyens, les autorités publiques, les entreprises privées et les instituts de recherche collaborent pour co-concevoir, tester et valider de nouveaux produits, services et systèmes ». (ENoLL)

Les principales caractéristiques d'un LVT :



Les actions au cœur d'un LVT



Des LVTs portés par des universités pour produire des connaissances actionnables

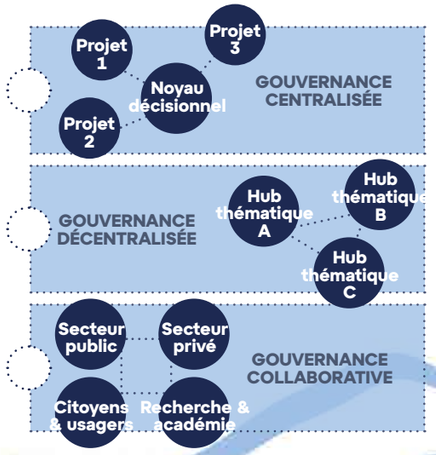
Les universités sont traditionnellement des lieux de production de connaissances et d'innovation. Pourtant, elles rencontrent souvent des difficultés à transformer ces savoirs en impacts concrets pour la société.

Pour répondre à ce défi, de nombreuses universités s'orientent aujourd'hui vers le concept de Laboratoire Vivant (ou Living Lab), afin de renforcer leurs liens avec les acteurs des territoires et de contribuer plus directement aux enjeux sociétaux.

Mais pas que...

Ces LVTs peuvent aussi être constitués à l'initiative de collectivités territoriales, d'acteurs de la société civile, d'entreprises, etc.

Différentes gouvernances :



Dans la **gouvernance centralisée**, il y a un porteur principal qui définit les enjeux, les actions et les déploie au travers de « projets » en impliquant d'autres acteurs.

Dans la **gouvernance décentralisée**, il s'agit plutôt d'un réseau de groupes multi-acteurs qui définissent de manière autonome les actions à mettre en place sur des sites spécifiques.

Dans la **gouvernance collaborative**, on distingue aussi un porteur principal mais qui implique d'autres acteurs depuis la définition des problématiques et des actions jusqu'à leurs mises en œuvre et leurs évaluations.



Pour en savoir plus sur les Laboratoires Vivants :

- Un réseau international de Living Lab : https://enoll.org/
- Des références bibliographiques :

- Berberi A., C. Beaudoin, C. McPhee, J. Guay, K. Bronson & V. M. Nguyen (2026). Enablers, barriers, and future considerations for living lab effectiveness in environmental and agricultural sustainability transitions: a review of studies evaluating living labs, Local Environment, 31:1, 1-19, DOI: 10.1080/13549839.2023.2238750

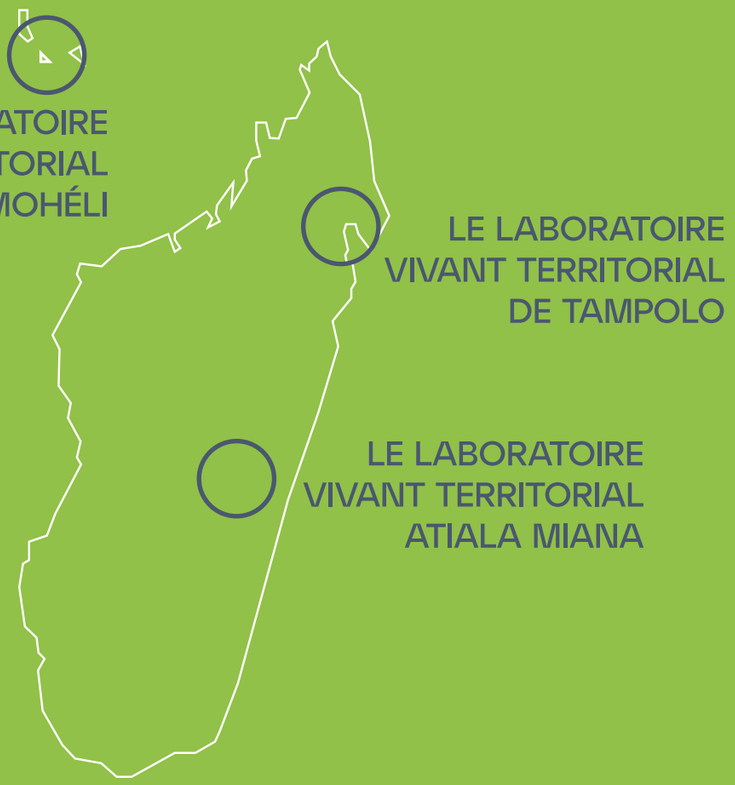
- Leal Filho W. & al. (2023). Living labs in the context of the UN sustainable development goals: state of the art. Sustainability Science 18:1163–1179

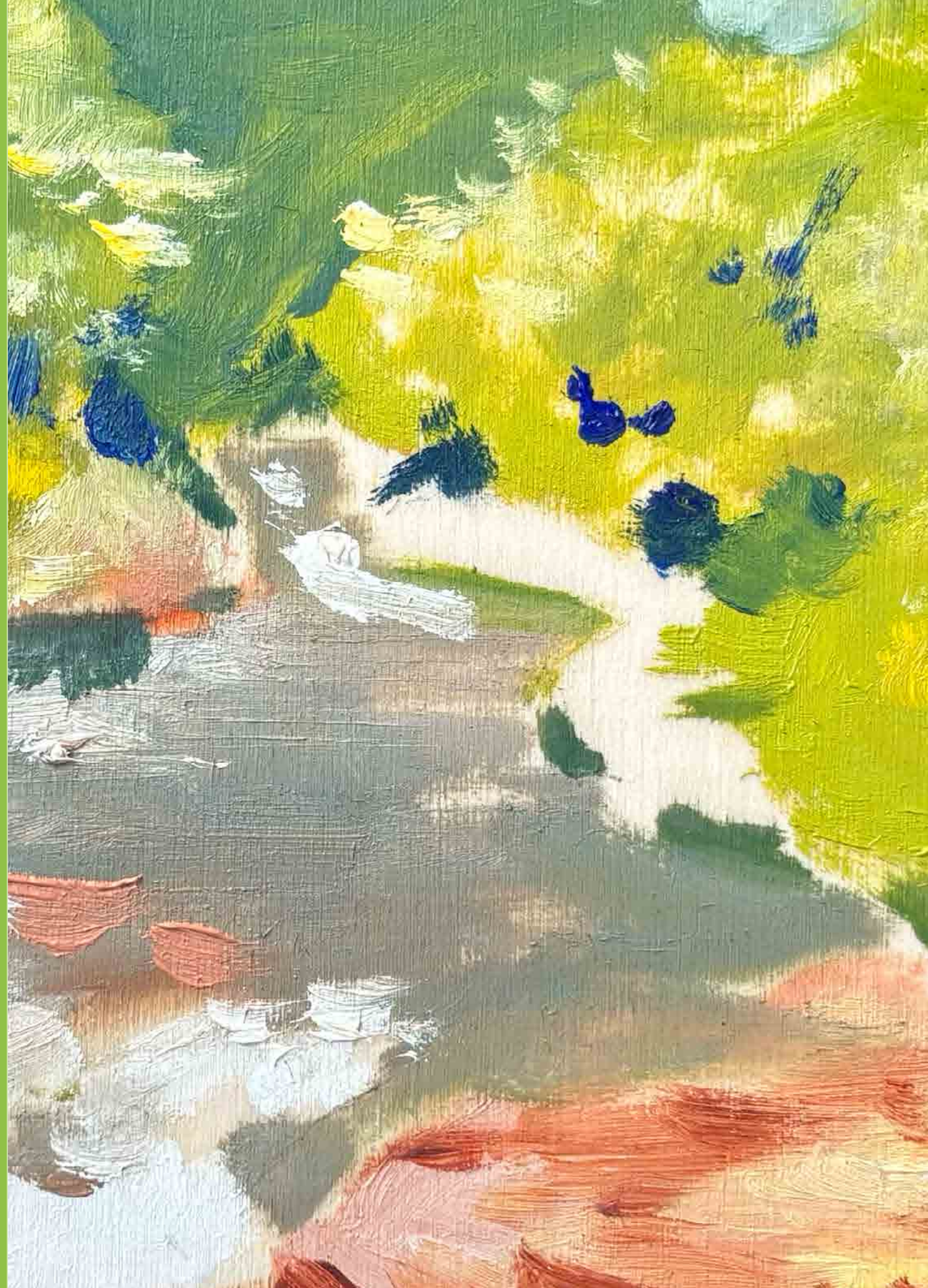
- Mokter H., Seppo Leminen & Mika Westerlund (2019). A systematic review of living lab literature. Journal of Cleaner Production 213: 976-988

- Purcell, W.M.; Henriksen, H.; Spengler, J.D. (2019). Universities as the Engine of Transformational Sustainability toward Delivering the Sustainable Development Goals: "Living Labs" for Sustainability. Int. J. Sustain. High. Educ. 20, 1343–1357.

UNE RÉPONSE :

LA CRÉATION DE LABORATOIRES VIVANTS TERRITORIAUX (LVTS)







LE LABORATOIRE VIVANT TERRITORIAL ATIALA MIANA

Hébergé par l'Université de Fianarantsoa

Le **LVTTAM** a été officiellement reconnu par un arrêté (n°050/2024/UF/PR) signé le 30 août 2024 par le Président de l'Université de Fianarantsoa.

Il est rattaché à cinq établissements parmi les onze que comportent l'Université de Fianarantsoa.

Les territoires où il intervient

Ce **LVT** a vocation à intervenir sur plusieurs territoires. Il déploie actuellement ses actions dans la zone bordant le plus ancien parc national de Madagascar; celui de Ranomafana.

De nombreux projets de conservation se sont succédés dans cette zone afin de préserver la biodiversité exceptionnelle que ce parc abrite.

Cependant, les porteurs de ces projets s'accordent pour dire que leurs actions manquent de coordination et qu'il est nécessaire de créer des synergies plus importantes entre eux pour atteindre les objectifs de conservation visés. Par ailleurs, les populations riveraines du parc décrivent un partage limité des avantages qui en découlent. Un VOI - c'est-à-dire une organisation communautaire disposant d'un contrat de transfert de gestion d'une zone forestière - a été créé en 2018 afin que les communautés puissent aussi valoriser un espace forestier mais elles manquent cruellement de moyens pour que cela soit effectif.



Ils sont au cœur du LVTTAM:

Acteurs académiques:

- Université de Fianarantsoa:
- Centres de recherche malgaches et internationaux (CNRE, Cirad, IRD, Valbio)

Acteurs non académiques:

- Le VOI Mitsinjo d'Ambatolahy
- Le fokontany d'Ambodivoangy
- MNP: Gestionnaire du Parc National de Ranomafana.
- Des ONGs
- Compagnie de théâtre Miangaly

Question clef

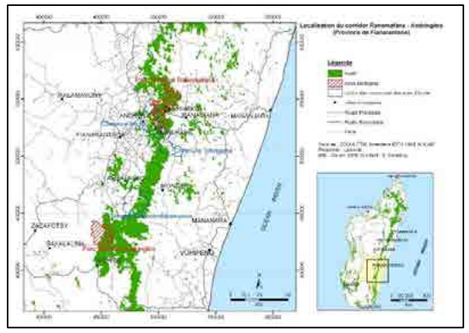
Comment développer les innovations nécessaires à une gestion de la biodiversité forestière qui soit à la fois durable et juste pour les différentes parties prenantes?

Gouvernance

Le Laboratoire Vivant étant hébergé par l'Université de Fianarantsoa, sa coordination est assurée par un enseignant chercheur de l'Université.

Le LVTTAM relève aujourd'hui d'une gouvernance à l'interface entre le collaboratif (pour la grande majorité des actions) et le centralisé (pour certaines actions qui ont été décidées depuis l'université et qui relèvent d'une science plus classique).

Elle tend vers une plateforme de co-pilotage où les acteurs non-académiques passent du statut de consultés à celui de partenaires de plein droit.



Un espace inédit de formation transdisciplinaire

Aujourd'hui, ce n'est pas moins de **54 étudiants** en master et **5 doctorants** qui ont été initiés à la recherche transdisciplinaire en contribuant aux actions et aux séminaires organisés par le LVTTAM.

Nous aussi, notre LVT est hébergé par l'université mais notre échelle d'intervention ne porte que sur l'île de Mohéli.



Nous aussi, notre territoire d'intervention est concentré autour de la Nouvelle Aire Protégée de Tampolo. Notre approche territoriale est donc différente.





LE LABORATOIRE VIVANT TERRITORIAL DE TAMPOLO (LVTT)

Le **LVTT** est situé au Nord-Est de Madagascar, dans la région d'Analanjirofo, dans la zone de la Nouvelle Aire protégée (NAP) de Tampolo. Cette dernière abrite des forêts littorales exceptionnelles à forte endémicité floristique. Mais la zone rencontre aussi une augmentation accrue des besoins en termes de ressources forestières des villages environnants et de Fénérive-Est, situé à moins de 15 km de la NAP.

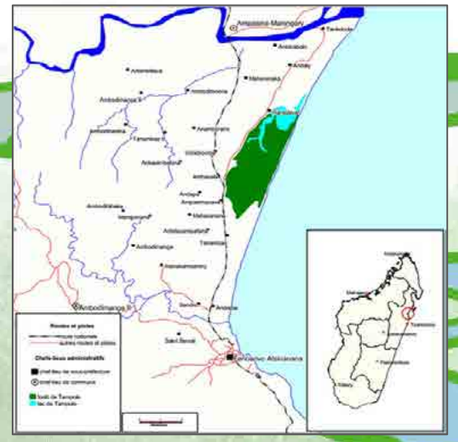
En 2016, une telle situation a entrainé un conflit ouvert entre les autorités et les populations villageoises... Une tension et défiance forte étaient palpables entre les différents acteurs du territoire. Le dialogue n'a été rétabli que progressivement entre les différentes parties.

Dans ce contexte, il apparaissait essentiel d'instaurer un cadre de confiance et de collaboration entre les différents acteurs pour pouvoir imaginer une gestion durable mais aussi juste de la NAP de Tampolo.



Question clef

Comment concilier la conservation de la Nouvelle Aire Protégée de Tampolo et le bien être des communautés riveraines ?



Ancrage régional

Un point fort du LVT de Tampolo est son ancrage régional. En décembre 2024, le préfet de Fénérive-Est a reconnu le LVT de Tampolo au travers d'un arrêté préfectoral (Num.23/2024/PREFET/FEN).

C'est un signe fort pour les acteurs du territoire de reconnaissance et de l'engagement des autorités dans la dynamique collaborative et sa pérennisation.

Ils sont au cœur du LVTT :

Acteurs non-académiques :

- Fokontany de Rantolava
- Fokontany d'Andapa 2
- Fokontany de Tanambao Tampolo
- Associations Vakoan'ala
- Direction régionale du tourisme
- Direction régionale de l'environnement et du développement durable
- Direction régionale de l'agriculture et de l'élevage
- Préfecture de Fénérive-Est
- ONGs
- Compagnie de théâtre Miangaly

Acteurs académiques :

- Essa-Forêt (Université d'Antananarivo)
- Université d'Analanjirofo
- Centres de recherche malgaches et internationaux (CNRE, Cirad)

Gouvernance

La gestion de la Nouvelle Aire Protégée de Tampolo s'ancre dans un Comité d'Orientation et de Suivi institutionnalisé par le Ministère de l'environnement. Avec la mise en place du LVTT, ce comité a été élargi à un collectif multi-acteurs incluant des chercheurs, des communautés et des ONGs.

Pour chacune des activités déployées au sein du LVTT, un comité multi-acteurs est constitué : il définit les termes de référence de celle-ci, s'occupe de sa mise en œuvre et de son évaluation.





LE LABORATOIRE VIVANT TERRITORIAL DE MOHÉLI



Le **LVM** s'établit sur une île de l'archipel des Comores particulièrement vulnérable aux changements climatiques et aux pressions humaines. Une réserve de biosphère et un parc national protègent sur 644 km² une biodiversité terrestre et marine qui attire aussi les pêcheurs et les cultivateurs des îles voisines. Alors que la cogestion des ressources naturelles a été envisagée dès la mise en place de la première aire protégée en 2001, les associations villageoises de l'île souhaiteraient aujourd'hui accroitre leur champ de compétences et voir leur légitimité mieux reconnue.

Dans ce contexte, le LVM invite à faire circuler la parole et à expérimenter ensemble pour faciliter l'engagement d'une base élargie de personnes autour d'une idée de justice socio-écologique plus explicite. Il entend être le théâtre d'une recherche appliquée et collaborative menée à Mohéli et pour Mohéli. Il réunit enseignants-chercheurs, habitants, autorités locales, associations et acteurs de l'économie locale pour imaginer et co-expérimenter des modes de gestion de la biodiversité terrestre et marine plus justes et mieux adaptés aux réalités du territoire.



Question clef

Pour plus de justice sociale et écologique à Mohéli, comment co-construire des innovations en lien avec la valorisation et la conservation de la biodiversité terrestre et marine ?

Ancrage régional

Le LVM, rattaché à l'Université des Comores, est le premier de ses Laboratoires de recherche à être implanté en dehors de la Grande Comores. Il contribue ainsi à la continuité territoriale de l'Union en offrant à Mohéli aux chercheurs, étudiants ou experts nationaux et ultra marins un environnement de travail structuré de « formation-action ».

Ils sont au cœur du LVM :

Ses Membres (permanents, associés, invités ou Membres d'honneur) :

- Des chercheurs (HDR, Docteurs, Doctorants, Master, Ingénieurs)
- Des personnels administratifs et techniciens
- Des stagiaires
- Des facilitateurs ou contributeurs qui adoptent une posture de recherche, ont des acquis, des expériences ou des savoirs à partager, à mettre en discussion ou à valoriser (Comédiens, Agriculteurs. trice, Notaire, Géomètres, Cadi...)

Les Institutions partenaires

- Locales (Gouvernorat, PNM, GTFM, Mwelewano Mwemwi, Ndravi ndjema, ADSN, ADSEI, ADSH, ...)
- Internationales (CIRAD, IRD, ...)

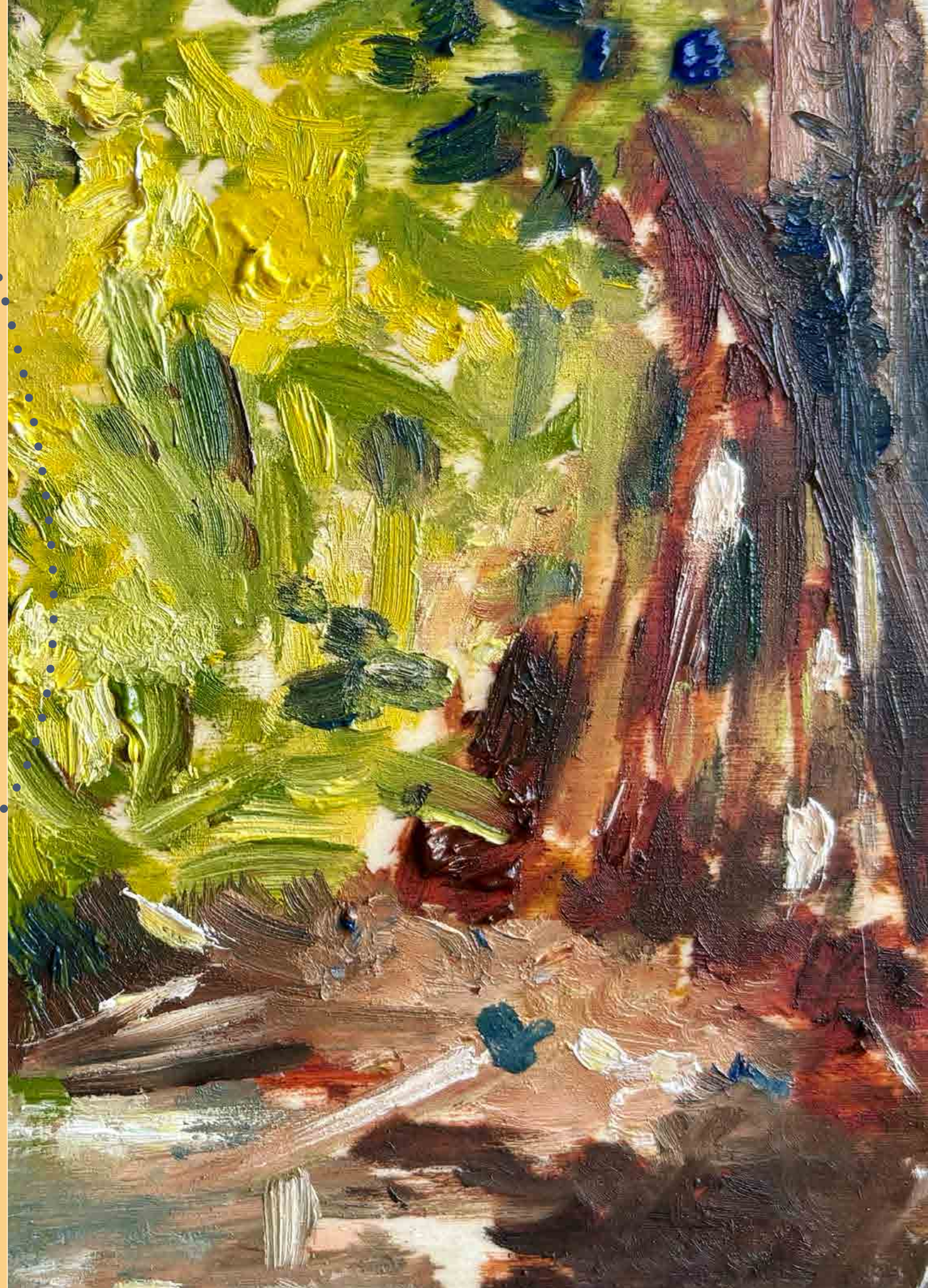
Gouvernance

Son rattachement à l'Université des Comores impose au LVM la constitution d'une direction et d'un conseil de laboratoire. Dans la perspective d'une gouvernance collaborative, et en fonction des projets de développement ou de recherche initiés, les activités à entreprendre sont discutées, planifiées, exécutées et relatées dans le cadre de feuilles de route partagées et d'une allocation budgétaire transparente. Certaines contraintes administratives et politiques intrinsèques à l'économie des Comores devront cependant encore être levées pour assurer la pérennité du dispositif.





COMMENT CES TROIS LABORATOIRES VIVANTS TERRITORIAUX ONT-ILS FAIT POUR RENFORCER LA JUSTICE SOCIO-ÉCOLOGIQUE ?



DÉFINIR COLLECTIVEMENT CE QUI POSE PROBLÈME

Pendant plus d'un an, sur chacun des territoires, une diversité d'acteurs — Chercheurs, Acteurs de la conservation, ONGs, Groupements villageois, Acteurs de l'économie culturelle, Autorités étatiques, traditionnelles, religieuses — se sont rencontrés dans différents lieux, au travers de divers médiums, pour engager un travail collaboratif.

Ce processus a permis de croiser les savoirs, de construire **une vision partagée des problématiques socio-écologiques du territoire** et de **co-créer des innovations** pour y répondre.



→ 258 acteurs impliqués dans l'identification d'innovations sociales et techniques.







Considérations clés

- Dans un paysage de projets fortement top down, définir collectivement les actions à déployer a déstabilisé des membres des communautés villageoises. L'usage de différents cadres d'expression permet de renforcer, dès cette étape, la confiance de certaines parties prenantes dans leur capacité d'analyse et de proposition.
- Réaliser un état des lieux des différents projets passés et en cours et une analyse des réseaux d'acteurs impliqués, est essentiel pour éviter de réinventer ce qui existe déjà et commettre certaines erreurs.
- Plus que de se référer aux ODD globaux, il est important de définir collectivement des «ODD» territorialisés et souhaitables pour garantir l'engagement des acteurs.
- Il ne s'agit pas de proposer des solutions à des problèmes définis en amont par quelques «experts» mais d'impliquer la diversité des acteurs; de la définition des problématiques à leurs résolutions.

LES INNOVATIONS SOUTENUES PAR LE LVM (2023-2026)

- Inscription du laboratoire dans le paysage de la recherche comorienne
- Expérimentation de la propriété simultanée dans la ZUD du PNM
- Valorisation des histoires de villages dans les manuels scolaires
- Restitution des règles de protection de la biodiversité insulaire dans un contexte de pluralisme juridique
- Recours au théâtre forum et aux jeux de rôles pour discuter de la justice sociale et écologique











LES INNOVATIONS SOUTENUES PAR LE LVTTAM (2023-2026)

- Inscription du laboratoire dans le paysage de l'Université de Fianarantsoa
- Expérimentation d'une approche multi-acteurs de valorisation d'un espace forestier géré par un VOI
- Création d'une base de données partagée entre plusieurs instances (MNP, Valbio, Université) pour appuyer le partage des connaissances
- Innovations communicationnelles au travers de la création d'un jeu de rôle
- Recours au théâtre forum pour discuter et dépasser collectivement les situations considérées comme injustes par les acteurs du territoire de Ranomafana
- Instauration d'une plateforme science-décideurs dans la région de Haute Matsiatra

LES INNOVATIONS SOUTENUES PAR LE LVTT (2023-2026)

- Institutionnalisation du laboratoire au niveau de la préfecture de Fénérive-Est pour la reconnaissance du LVTT comme organe de gouvernance de la NAP de Tampolo
- Création d'une bibliothèque vivante pour favoriser les rencontres et l'accès à la connaissance sous différents formats
- Mise en place de parcelles de démonstration de pratiques agroforestières à proximité des écoles primaires de 3 fokontany
- Renouvellement du Plan d'Aménagement et de Gestion de la NAP pour une gestion plus équitable des Okoumés.
- Innovations communicationnelles au travers de la création d'un jeu de rôle
- Recours au théâtre forum pour discuter et dépasser collectivement les situations considérées comme injustes par les acteurs de ce territoire.

FAIRE CONVERGER UNE PLURALITÉ D'EXPERTISES POUR LA VALORISATION D'UN ESPACE FORESTIER

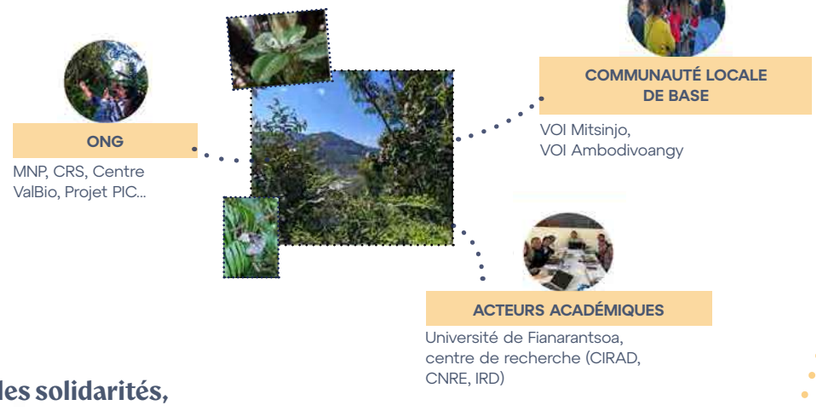
À Ranomafana, la mise en valeur d'un espace forestier géré par un VOI s'est rapidement affirmée comme une priorité.

Une équipe interdisciplinaire — de l'écologie aux sciences sociales, en passant par le droit ou l'informatique — s'est mobilisée.

En étroite collaboration avec les acteurs du territoire — le MNP, 1 VOI, 1 fokontany, des ONGs, les autorités locales et régionales — ces expertises conjuguées s'emploient à révéler les sites à forte valeur écologique et socioculturelle. Elles contribuent également au développement d'outils favorisant le partage des connaissances, tels qu'une plateforme numérique, une application d'identification de la flore, des supports de vulgarisation.

Parallèlement, ce travail collectif vise à consolider la gouvernance et les compétences des membres du VOI et à renforcer la visibilité et la viabilité économique du projet de tourisme villageois associé à cet espace.

AGIR EN COMMUN POUR LA VALORISATION D'UN ESPACE FORESTIER GÉRÉ PAR UN VOI



ONG

MNP, CRS, Centre ValBio, Projet PIC...

COMMUNAUTÉ LOCALE DE BASE

VOI Mitsinjo, VOI Ambodivoangy

ACTEURS ACADÉMIQUES

Université de Fianarantsoa, centre de recherche (CIRAD, CNRE, IRD)

Renforcer les solidarités,

Renforcer le pouvoir d'agir des membres des VOI pour qu'ils soient reconnus comme de véritables acteurs du territoire et non plus de simples bénéficiaires....



Ils parlent de leur expérience de la transdisciplinarité :

« Nous avons anticipé l'implication des acteurs locaux via des réunions de cadrage avec le chef fokontany et les responsables de la VOI pour aligner notre objectif sur leurs besoins réels. »

« J'ai réalisé que les acteurs locaux ne sont pas juste des bénéficiaires, mais des experts de leur propre terrain avec des logiques propres. »

« Les contraintes principales concernaient la coordination des agendas et la diversité des attentes. »

« Il y avait des difficultés de communication, de compréhension et aussi un manque de confiance. Mais après ça allait mieux »

« J'ai appris à mieux poser des questions et à développer une écoute active. J'ai également découvert de nouvelles méthodes et de nouveaux outils liés à la protection de l'environnement (...) Cette expérience a renforcé ma capacité à interagir avec différents secteurs et profils d'acteurs, et m'a aidée dans la collaboration ainsi que dans la résolution de problèmes complexes. »

« Avant le terrain, on a essayé de penser à l'implication des guides, VOI et habitants. Mais sur le terrain, on a dû changer des choses. »

« Le travail en équipe avec des acteurs issus de différentes disciplines n'a pas toujours été facile. En effet, chaque intervenant possède ses propres méthodologies, habitudes, approches disciplinaires et modes de réflexion. »

« L'approche interdisciplinaire et transdisciplinaire a apporté une compréhension élargie et une capacité à relier les savoirs académiques aux savoirs pratiques »

« C'est ça l'objectif : apprendre des autres disciplines, par exemple l'écologie ou l'imagerie spatiale. (...) Apprendre, partager et recevoir car il y a à apprendre des gens. »

TRAVAILLER À LA SÉCURISATION FONCIÈRE

A Mohéli, les terrains agricoles sont souvent exploités de manière précaire. L'installation de nouveaux agriculteurs engendre des conflits et entrave le développement agricole de l'île dans un contexte où l'appropriation des terres se revendique dans une multitude de registres.

L'initiative portée en 2016 par Mahamadou Said pour **la reconnaissance d'une propriété simultanée** exploitée par un groupement agricole dans le village d'Hamavouna est apparue porteuse pour l'ensemble de l'île de Mohéli. Le LVM a souhaité examiner les conditions de transfert de cette innovation sociale entre deux villages – Hamavouna et Mbatsé - et encourager une **dynamique d'apprentissage collectif** autour de la propriété simultanée.

Ils ont identifié un terrain d'une superficie conséquente qu'une propriétaire connue n'avait pas l'intention de mettre en culture, alors que certains agriculteurs du village qui manquaient de surfaces à travailler revendiquaient un accès pérenne à la parcelle. Les acteurs concernés étant tous motivés pour s'engager dans la reconnaissance simultanée d'une superposition de droits sur le terrain, le LVM s'est engagé à les accompagner.

Les agriculteurs de Hamavouna ont été invités à Mbatsé pour relater leur expérience de propriété simultanée. Ils ont échangé non seulement sur la manière dont ils s'organisaient ensemble et avec le propriétaire du terrain, mais aussi sur les différentes techniques agricoles qu'ils utilisaient pour prendre soin des sols.

Quelques mois plus tard, ce sont les agriculteurs de Mbatsé qui ont rendu visite à leurs pairs de Hamavouna.

L'équipe qui avait accompagné les villageois d'Hamavouna est également venue à deux reprises de la Grande Comore pour travailler avec leurs homologues mohéliens (une notaire, un géomètre, et un agronome de Mohéli).

En adoptant une démarche de **formation-action**, les membres du LVM ont ainsi pu appuyer les différents ayants droits de Mbatsé dans l'établissement d'actes administratifs visant à clarifier leurs prérogatives et leurs devoirs respectifs pour faciliter une mise en culture partagée du terrain acceptée par la propriétaire.

La transposition de l'expérience de Hamavouna sur la sécurisation foncière par la propriété simultanée, a permis à l'association MWELEWANO MWEMWA de Mbatsé d'acquérir des actes juridiques sécurisant leurs activités mais aussi de bénéficier de l'expérience de l'association NDROVI NDJEMA sur l'organisation des activités agricoles en termes de production durable et de commercialisation des produits.

L'extension de cette innovation sociale et écologique dans d'autres villages de Mohéli devrait contribuer à une meilleure gestion des espaces et ressources naturelles de la zone agricole définie par le Schéma d'Aménagement du Territoire qui est aussi inclue dans les zones d'utilisation durables et les zones tampon du Parc National.

Ce processus d'échange de pairs à pairs, s'il était poursuivi, pourrait contribuer à une protection significative de la biodiversité au niveau de l'île toute entière.

Pour en savoir plus sur le foncier à Mohéli:

- Mahamoud S., 2026. Les Comores. A qui la terre? Sous les conflits de propriété, les réalités de la gestion en commun. Karthala.

- Le Roy E., 1999. Le jeu des lois: une anthropologie dynamique du droit. LGDJ · Collection: Droit Et Société (numéro 28) https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3336320s







FAIRE DES NOUVELLES AIRES PROTÉGÉES DES ESPACES DE RENCONTRES



La Nouvelle Aire Protégée de Tampolo est devenue un **lieu de rencontre, de partage, d'expérimentation collective, de célébration** ... pour les adultes comme pour les plus jeunes des communautés riveraines.

Au travers de sa «**BIBLIOTHÈQUE VIVANTE**», elle propose un espace de:

Transmission des connaissances et de Renforcement des compétences

- Par la mise à disposition des travaux menés dans la NAP et les communautés riveraines
- Par l'intermédiaire de dispositifs associés comme de petits lombricomposteurs pour rendre accessibles autrement les connaissances exposées dans les ouvrages
- Au travers de formations en langue, sur la biodiversité, pour la valorisation de dimensions culturelles... à destination de jeunes des villages riverains pour qu'ils puissent en tant qu'éco-guides, devenir des ambassadeurs de leur culture et de leur environnement.





Sensibilisation et d'expression pour les plus jeunes

Au cours des vacances scolaires, la bibliothèque vivante ouvre ses portes à des enfants d'écoles primaires pour qu'ils aient accès à des livres.

C'est l'occasion de rencontres avec les agents de la NAP pour des discussions sur la biodiversité.

Des séances d'expression artistique leur ont été proposées: 200 enfants (en CE et CM) ont ainsi été invités à dessiner les enjeux qu'ils associent à la conservation de la forêt.

De petites parcelles agro-forestières implantées dans l'enceinte de 3 écoles primaires permettent aux enfants d'apprendre et de prendre soin de leur environnement tout au long de l'année scolaire.

Médiation

Des expositions deviennent des supports de dialogue sur les enjeux associés à la valorisation de la NAP, les difficultés rencontrées par les communautés mais aussi sur les valeurs (socio-culturelles) engagées dans la gestion des forêts.











PUBLICISER ET ENQUÊTER COLLECTIVEMENT SUR LES SITUATIONS VÉCUES COMME INJUSTES :

JOUONS COLLABORATIF !



Quel rôle souhaitons-nous jouer pour plus de justice sociale et écologique? Comment peut-on partager une vision commune du maintien de la biodiversité au-delà de la diversité des intérêts? Comment dépasser les épreuves pour « faire commun »?

Renforcer la justice socio-écologique implique de faire des sentiments d'injustice vécus par les différentes parties prenantes des objets de débat collectif.

Or, parler de justice sociale n'est pas simple, surtout dans un contexte où les différents acteurs sont interdépendants et que les actes de certains d'entre eux peuvent être sources d'injustices pour d'autres.



Pour ce faire, nous avons déployé des **ateliers-théâtre** et des **séances de théâtre forum** au sein des trois LVTs.

Au sein des 3 LVTs, les temps de Théâtre forum ont constitué de véritables scènes publiques d'analyse des situations vécues comme injustes et d'expérimentation collective d'alternatives permettant de les dépasser.

A Madagascar, avec la Compagnie Miangaly Théâtre, plusieurs ateliers-théâtre ont aussi été organisés. Au travers de modes d'expression inédits, cela a permis de fédérer les collectifs des LVTs en questionnant la pluralité des appartenances, des relations : ce qui nous distingue, ce qui nous entrave... mais aussi ce qui nous lie et la manière dont nous pouvons avancer ensemble.

INJUSTICES PROCÉDURALES

INJUSTICES DISTRIBUTIVES

INJUSTICES DE RECONNAISSANCE

QU'EST-CE QUE LE THÉÂTRE FORUM ?

C'est une forme de théâtre participatif, issu du théâtre de l'opprimé (A. Boal), pensée pour discuter des relations d'oppression/ des rapports de force, conscients ou non, entre différents personnages.

« Le théâtre est une forme de connaissance. Il doit être aussi un moyen de transformer la société. Le théâtre peut nous aider à construire notre avenir au lieu de simplement l'attendre. » A. Boal

Les quatre grandes étapes du théâtre forum

1 Création d'une pièce inspirée de faits réels, représentant des tensions entre différents personnages.

2



Représentation de la pièce devant un public «concerné»

3



Un modérateur, ou joker, invite les spectateurs à partager leurs ressentis, leurs interprétations de la pièce et des actes des différents personnages

4



Les «spect-acteurs» viennent alors remplacer certains personnages pour tester des solutions possibles et en discuter collectivement

« le fait de montrer sous-forme de théâtre, le vécu des gens, cela est très bien parce que cela permet de ne pas pointer du doigt ou de n'accuser qui que ce soit, juste montrer le ressenti... c'est important de comprendre le vécu des gens, ce qu'ils attendent de quelque chose...»

« Personne ne s'est accusée, il y avait du respect mutuel et un sentiment d'appartenance au groupe... »

Au sein du LVM, nous avons formé des jeunes universitaires ; c'est maintenant la première troupe de théâtre forum de l'île ! Ils ont déjà créé cinq pièces ! Chaque représentation est une invitation à analyser le sens des règles du vivre ensemble et à envisager des comportements plus responsables vis-à-vis de la communauté et de l'environnement



« Les activités ludiques nous a permis de démystifier de décloisonner chacun de nos points de vue et nos disciplines différents, ça permet d'avoir une meilleure relation des uns avec les autres sans que forcement on puisse avoir les mêmes points de vue »

« Nous nous sommes rendus compte que nous étions tous dispersés, chacun ayant sa propre vision des choses. C'est en faisant cet effort de convergence que nous avons réussi à trouver des solutions communes. »

« Le théâtre a renforcé l'unité du groupe .... Il a montré comment les actions de chacun avaient un impact sur l'ensemble et a mis en évidence l'importance de la solidarité et de l'engagement de tous. Il a ainsi démontré que si chacun ne faisait pas sa part, le groupe ne pouvait pas fonctionner. »

« ... les partenaires quand ils arrivent chez nous ont tendance à chercher un interlocuteur unique, qu'il soit une autorité traditionnelle ou administrative. Il est donc important de rappeler à tous que nous travaillons en équipe et que chacun a un rôle à jouer dans la mise en œuvre d'un programme. Ainsi, nous pouvons prévenir les conflits et garantir la réussite de nos initiatives »

« Nous avons besoins de soutien, pas seulement financier mais il y a aussi les besoins physiques, moraux, intellectuels. Comme le proverbe dit souvent : « Soroka miara-milanja, tongotra miara-mamindra ». »

Pour en savoir plus sur l'usage du Théâtre forum comme méthode transformative et d'enquête des injustices :

- Berchon A. et Bousquet F., 2021. Théâtre-forum de la complexité. En mouvement, entre soi et le monde, Lyon, Chronique Sociale, coll. « Savoir communiquer ».

- Heras M., & Tabara, J.D. 2014. Let's play transformations! Performative methods for sustainability. Sustainability Science 9: 379–398.

- Jankowski F., 2024. Des pièces de théâtre forum pour explorer les sentiments d'injustice socio-environnementale au Sénégal. Une méthode d'enquête pragmatique. Nouvelles perspectives en Sciences Sociales 20(1) - Numéro Spécial « Renouveler les méthodes d'entretien pour libérer la parole de l'enquêté » : 181-214.

- Jankowski F, Louafi S., Kane N.A., Diol M., Diao Camara A., Pham J.-L., Berthouly-Salazar C., Barnaud A., 2020. From texts to enacting practices: defining fair and equitable research principles for plant genetic resources in West Africa. Agriculture and Human Values vol. 37(4): 1083-1094










JUSTICE SOCIALE
cirad
LABORATOIRE VIVANT
DE MOHELI (LVM)


JUSTICE SOCIALE ET ECOLOGIQUE





CONSIDÉRER LA PLURALITÉ DES CADRES DE JUSTICE

A Mohéli, l'Islam rythme la vie des habitants. L'appel du muezzin se fait entendre dans les villages, les activités s'interrompent pour faire la prière, les bangwés et les foyers de femmes sont des lieux d'échanges privilégiés dans toute l'île. Certaines tensions sont apaisées à la mosquée le vendredi, et trois Cadis sont mandatés par l'État pour traiter les conflits familiaux.

Les membres du LVM se sont pourtant aperçus que les relations entre le droit musulman et le droit de l'environnement étaient peu explicites pour de nombreuses personnes. Ils ont alors entrepris de réunir des praticiens et des universitaires spécialistes de ces deux matières pour identifier dans le Coran, les Hadiths du Prophète, la doctrine et l'usage les dispositions qui permettaient de guider les réflexions des mohéliens en matière de justice socio-écologique. Ce travail a permis de préciser les responsabilités distribuées de nombreux acteurs vis-à-vis des injustices causées par des comportements qui portent atteinte à la communauté de vie de Mohéli dans son ensemble.

Certes, ceux qui gouvernent portent la charge de poser le cadre légal réglementaire qui permet aux citoyens de sensibiliser, de former et d'agir pour la protection de l'environnement. Cependant, la complémentarité des 3 ordres juridiques (étatique, coutumier, musulman) auxquels se réfèrent les habitants de Mohéli devrait être enseignée à l'Université. Cela contribuerait certainement à éclairer et à faciliter la prise de décision au sein des différents territoires qui composent l'île.







De leur côté, les autorités religieuses ont le devoir de mieux connaitre le droit de l'environnement afin de pouvoir, le cas échéant, énoncer les sanctions auxquels les gens s'exposent. En outre, ils ont un rôle important à jouer pour véhiculer les dispositions de l'Islam relatives à la protection de l'environnement, chacun dans des lieux et des moments dédiés :

- Les imams dans les mosquées ;
- Les hatubs dans leurs sermons de vendredi ;
- Les cadis dans le règlement de conflits entre les membres de la communauté ;
- Les savants religieux (al-Ulama) lors des cérémonies tant religieuses que sociales ou politiques ;
- Les maîtres coraniques à l'école.

Ce travail a été restitué dans différentes assemblées d'hommes et de femmes pour discuter de la responsabilité de chaque musulman vis à vis des enjeux de la justice socio-écologique, et un livret a été édité en français et en arabe pour permettre aux autorités religieuses de contribuer à cet élan.

Pour en savoir plus sur les relations entre Islam et protection de l'environnement :

- Ali Mohamed Mbaé, Sigrid Aubert, Said Mahamadou Séries de séminaires organisés par le LVM (septembre 2025) « L'intégration du droit musulman dans les réflexions relatives à la justice sociale et écologique à Mohéli. »

- Abubakr Ahmed Bagader, Abdullatif Tawfik El Chirazi El-Sabbagh, Mohamed As-Sayyid Al-Glayand, Mawil Yousouf Izzi-Deen Samarrai, 1994, La protection de l'environnement en Islam, Deuxième édition augmentée, Commission de l'environnement de l'UICN, Meteorologie and Environnmental protection Administration of the Kingdom of Saudi Arabia, IUCN Environmental Policy and law paper n°20 Rev.

- Othman Llewellyn, Fazlun Khalid and others. 2024. Al-Mizan: Covenant for the Earth. The Islamic Foundation for Ecology and Environmental Sciences, Birmingham, UK.

- Wilkinson O., Trotta S., Marshall K., Chitando E., Tomalin E., Blevins J., Mombo E., Öhlmann P., Swart I., Palm S., Jailobaeva K., Le Roux E., Khalaf-Elledge N., Hayward S., Wilson E., Fiddian-Qasmiyeh E.. 2022, État des lieux des données probantes dans le domaine des religions et du développement, Joint Learning Initiative on Faith and Local Communities (JLI)

« Tout musulman qui plante un arbre ou cultive une terre aura accompli un acte de charité si un homme, un oiseau ou un animal s'en nourrit » Al Bukhari et Muslim d'après Anas.

« Les gens sont associés en trois choses : l'eau, le fourrage et le feu » Tradition authentique rapportée par Abou Daoud dans ses Sounan, basée sur une chaine de transmission authentique (Isnand Sahih).

« Le sol est l'élément naturel de base au premier rang dont dépend tous les autres éléments. Bien qu'il soit résistant, il mérite d'être protégé au premier rang. Il est le fondement premier de la vie de toutes choses : animaux, végétaux, hommes. Dieu a « disposé la terre pour les différents peuples »» Sourate 55, verset 10.

C'est vraiment intéressant ! Je ne connaissais pas tout cela !

De notre côté, nous avons aussi différents référentiels pour juger ce qui est ou non juste pour la communauté et l'environnement.







METTRE EN PLACE UN SYSTÈME DE SUIVI & ÉVALUATION RÉFLEXIF ET PARTICIPATIF

Pourquoi mettre en place un système de suivi & évaluation réflexif et participatif?

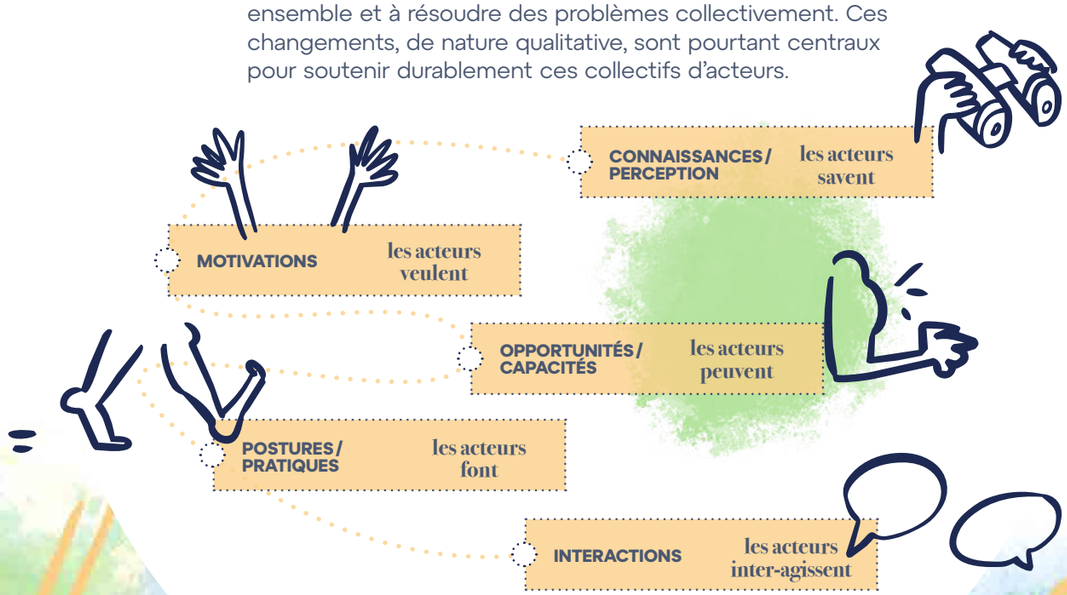
1. POUR DOCUMENTER L'EXPÉRIENCE DU FAIRE-COMMUN:

car la démarche des LVTs est nouvelle, elle produit des incertitudes, permet de générer des changements.

«Comment savoir si on est sur le bon chemin?»
«Est-ce que tous les participants sont satisfaits?»
«Qu'a-t-on appris collectivement?»

2. POUR SAISIR CONCRÈTEMENT LES CHANGEMENTS QUE CETTE APPROCHE GÉNÈRE:

Car il n'est pas évident de capter des évolutions, des changements dans les capacités des acteurs à travailler ensemble et à résoudre des problèmes collectivement. Ces changements, de nature qualitative, sont pourtant centraux pour soutenir durablement ces collectifs d'acteurs.



C'est en identifiant nos progrès que nous pourrons les prolonger et les amplifier de manière intentionnelle. Avec cet atelier, on a pu mesurer tout ce que nous avions accompli ensemble. Il reste du chemin à parcourir, des points à améliorer mais nous sommes capables de mener des choses ensemble.



Au cours de l'atelier, nous avons constaté que nous n'évaluions pas de la même manière l'avancé de certaines actions. Après cet atelier, nous avons donc organisé une réunion avec les différents types d'acteurs pour réajuster notre manière de travailler ensemble: mieux communiquer, mieux prendre en compte les critères d'évaluation et les attentes des uns et des autres.

3. POUR CRÉER ET ANIMER UN ESPACE DE RÉFLEXIVITÉ COLLECTIVE:

car il est crucial de prendre le temps de se réunir pour dialoguer et s'interroger collectivement sur les progrès réalisés, les insatisfactions et les perspectives d'avenir. La démarche permet de **tirer les leçons de ce qui a bien fonctionné ou de ce qui nécessite une attention particulière**. Par exemple, une attention particulière est portée sur:

- Les principes d'action que l'ensemble des acteurs considèrent comme justes pour une co-gestion de la forêt;
- Les dimensions qui demeurent insatisfaisantes par rapport à l'enjeu de justice socio-écologique.

Dans cette perspective, les acteurs s'approprient plus directement les changements mis en œuvre et augmentent leur possibilité de développer des partenariats et de financer les LVTs.



La démarche mise en œuvre

La démarche de suivi-évaluation et apprentissage se décompose en trois phases:

1. Des enquêtes qualitatives individuelles et collectives: réalisées en fin d'activités importantes, elles visent à collecter les changements ou progrès notifiés par les parties prenantes, en termes de nouvelles connaissances, nouvelles attitudes et nouvelles pratiques.

2. Un atelier participatif de trois jours pour

- Retracer l'histoire du LVT, les objectifs initiaux, les résultats attendus, la succession d'activités, les acteurs impliqués → à l'aide de photos, et d'une frise chronologique
- Les activités considérées comme les plus importantes par les acteurs
- Les progrès réalisés grâce à ces activités
- Les difficultés qui persistent
- Les perspectives pour la suite

Qui participe?

toutes les personnes impliquées dans la mise en œuvre des activités.

il est conseillé de faire des groupes assez homogènes en termes de types d'acteurs, pour une meilleure circulation de la parole, sans crainte de prononcer des critiques.













UNE MULTITUDE DE LIEUX ET DE MÉTHODES POUR DIALOGUER, COMPRENDRE ET FAIRE COMMUN

Jeux de rôle, ateliers-théâtre, expérimentations sur le terrain, formations, séminaires de recherche ou encore explorations collectives de sites : autant de formats mobilisés pour favoriser l'expression de tous, faciliter la compréhension mutuelle et rendre possible la co-construction des connaissances et des actions.

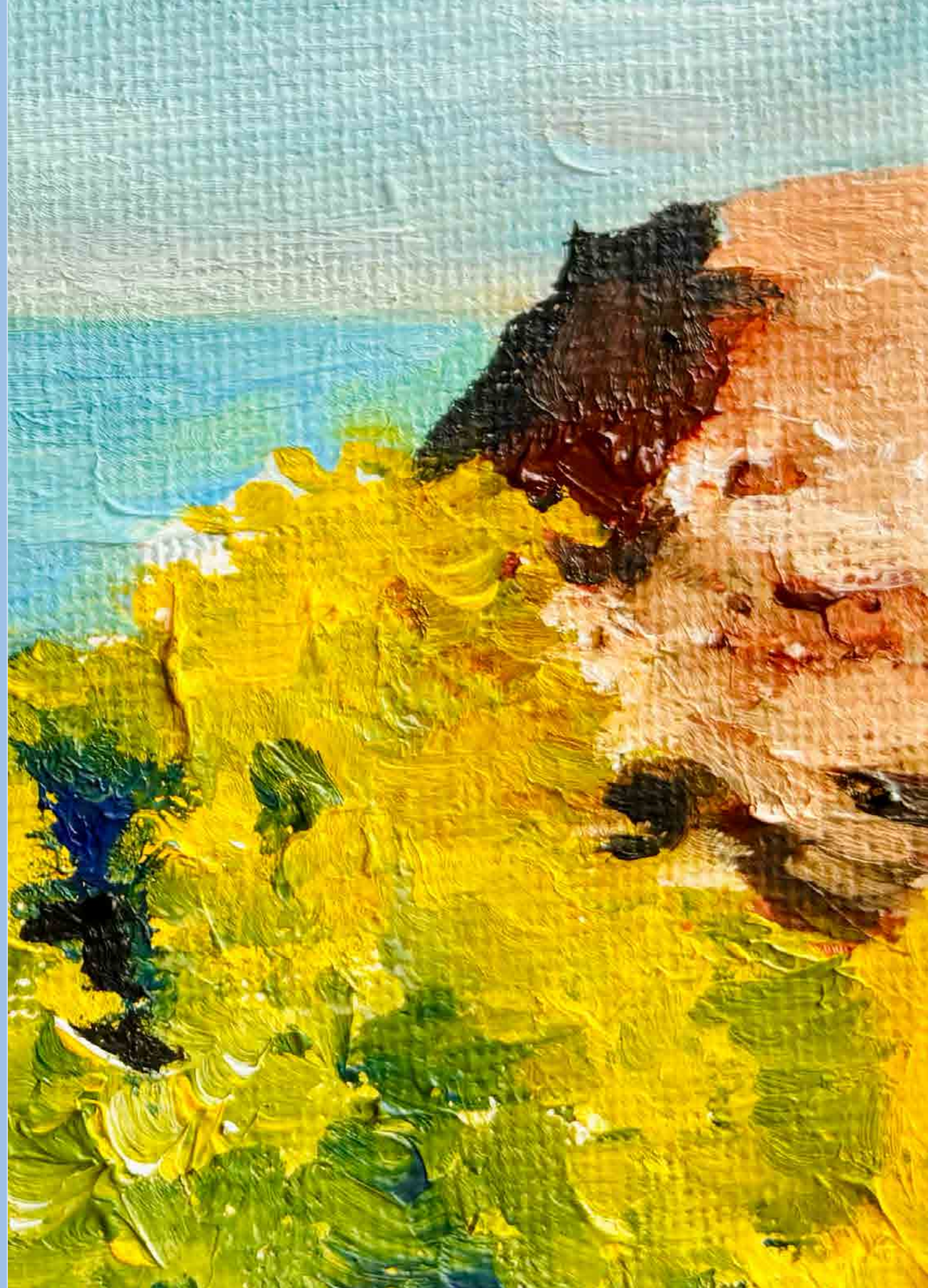
Cette pluralité méthodologique s'est imposée comme un levier essentiel pour appuyer l'engagement de tous et la co-création.







CE QU'ONT PERMIS CES LABORATOIRES VIVANTS TERRITORIAUX



DES RÉALISATIONS À L'ISSUE DE CETTE PREMIÈRE PHASE

C'est 3 LVTs constituent 3 innovations organisationnelles...

258 **258 acteurs impliqués dans l'identification d'innovations** sociales et techniques (Chercheurs, Acteurs de la conservation, ONGs, Groupements villageois, Acteurs de l'économie culturelle, Autorités étatiques, traditionnelles, religieuses...)

909 **909 acteurs engagés dans l'expérimentation** de ces innovations en avril 2026.

15 **Une 15è d'innovations sociales** (dont 1 innovation foncière et 1 innovation juridique, 1 bibliothèque vivante) et **techniques** (dont 1 prototype d'application de reconnaissance floristique, des pratiques agroécologiques) explorées

1 prototype de plateforme informatisée de mutualisation de connaissances partagée entre une Université (Fianarantsoa), un Parc National (Ranomafana) et un centre de conservation (Valbio)

1 base de données sur la flore, la faune, les sites socio-historiques de la zone forestière gérée par le VOI Mitsinjo (Ranomafana), traduite au travers de **divers supports de vulgarisation**

Le renforcement de compétences de **40 éco-guides** (20 à Ranomafana et 20 à Tampolo), futurs ambassadeurs de leur milieu culturel et environnemental

1 plan de Gestion et d'Aménagement de la Nouvelle Aire Protégée de Tampolo **co-construit avec les communautés**.

Plusieurs médiums de concertation et d'analyse multi-acteurs:

- **2 jeux de rôles** (avec kit d'utilisation) adaptés respectivement aux problématiques des sites de Ranomafana et de Tampolo pour appuyer des dialogues multi-acteurs sur ces territoires.
- **~~7~~ scripts de pièces de théâtre forum** pour débattre des injustices socio-écologiques (1 pour le LVTTAM, 1 pour le LVTT et 5 pour le LVM)
- **50 personnes formées à l'usage du théâtre comme dispositifs de concertation** (20 au LVTTAM, 20 au LVTT et 10 au LVM).

La constitution d'1 plate-forme Science-décideurs pour la région de Haute Matsiatra portée par le LVTTAM

60 **60ène d'étudiants** impliqués dans les actions des LVTs et initiés aux approches transdisciplinaires

30 30ène de communications scientifiques, 2 articles scientifiques publiés et 3 en cours de rédaction, 1 article grand public publié, 1 webinaire grand public sur les LVTs, des posters scientifiques et grand public, 2 Editions (2025, 2026) des journées scientifiques transdisciplinaires de l'Université de Fianarantsoa.

.... Qui fédèrent, inventent, élaborent ...
... Qui révèlent, concrétisent, activent ... la force du « Faire commun »

Quinze proverbes malgaches et comoriens qui font échos aux LVTs selon leurs membres :

Izay mitambatra vato, izay misaraka fasika (Ceux qui s'assemblent sont comme le roc, ceux qui s'éparpillent sont comme le sable)

Ny hevitry ny maro no mahataka-davitra (Plus on est nombreux à échanger et plus on voit loin)

Hazo tokana tsy mba ala (Un arbre ne fait pas une forêt)

Pvahano pvendza dudja, de pvendza mlango (Là où il y a des vagues, il y a une porte)

Kakazo be randrana, tsy ilatsaha magnaniky (Un grand arbre au feuillage touffu ne laisse pas passer la pluie goutte à goutte.)

Shalula shema de shaliwa ha daho (Le meilleur repas est celui partagé en famille)

Kula nyunyi na ubawa wahe (Chaque oiseau a ses propres ailes)

Mkiri kawuna madji Kawuswaliwa (Une mosquée sans eau ne se fréquente pas).

Ny hazo no vanon-ko lakana, ny tany naniriany no tsara (Si on peut faire une pirogue avec un arbre, c'est qu'il a germé dans de bonne condition.)

Tanora mamboly hazo, antitra manan-kialofana (Jeune tu plantes un arbre, vieux tu t'y abriteras)

Muhono modja, kawureme sama (On n'applaudit pas avec une seule main).

Niya modja udzaya lulu (Nos accords sont notre richesse)

Keri ya uwenda bure raha na ukentsi bure (Mieux vaut aller sans direction que de rester immobile)

Ny firaisan-kina no hery (L'union fait la force)

Mpirahalahy mianala, izy tokiko, izaho tokiny (Deux hommes pénétrant dans une forêt : je suis son assurance comme il est la mienne)







DÉPASSER ET APPRENDRE COLLECTIVEMENT DES DIFFICULTÉS

COGNITIVES

- Les participants doivent composer avec des cadres de pensée différents, chaque discipline ayant ses propres concepts, méthodes et façons de formuler les problèmes.
- Cette diversité nécessite un important travail de traduction intellectuelle pour favoriser la compréhension mutuelle.
- La pluralité des terminologies entre acteurs académiques et non académiques constitue un défi supplémentaire dans la construction d'un langage commun.

MÉTHODOLOGIQUES

- Les participants doivent dépasser l'héritage de projets historiquement très descendants («top-down»)
- L'enjeu ne réside pas dans la juxtaposition des expertises mais dans leur véritable articulation au sein d'une démarche collective cohérente.
- Les participants doivent ainsi apprendre de nouvelles méthodes d'enquête et adopter de nouvelles façons de travailler ensemble.
- Il faut également mettre en place des modalités de dialogue accessibles à tous

INSTITUTIONNELLES / STRUCTURELLES

- Les acteurs doivent composer avec un manque de moyens — économiques, humains et matériels — qui limite parfois leur capacité d'implication et les actions.
- La reconnaissance des LVTs auprès des autorités nationales et institutionnelles a pu rencontrer des résistances.

SOCIALES

- Il faut surmonter la méfiance issue d'expériences passées afin d'instaurer un cadre de confiance et de collaboration entre les différents acteurs.
- Un enjeu important est de constituer de véritables collectifs capables de se reconnaître et de fonctionner comme tels.
- Les asymétries de pouvoir entre acteurs locaux, institutions et experts peuvent contraindre la dynamique collective.
- Les participants doivent parvenir à articuler des agendas et des temporalités multiples.

ÉTHIQUES

- Les acteurs doivent définir des modalités de participation perçues comme équitables et légitimes par l'ensemble des parties prenantes.
- Il est également nécessaire de garantir des relations fondées sur la transparence
- Un défi important consiste à valoriser la diversité des connaissances présentes dans les territoires.
- Enfin, les participants doivent articuler différents critères d'évaluation et systèmes de légitimation.

Pour y répondre, ces collectifs...

- Adoptent une **posture d'apprentissage collectif continu**
- Prennent le temps d'expliciter **des notions clefs et de partager leurs référentiels disciplinaires et culturels**
- Enquêtent sur les différentes visions du monde qui structurent les relations entre humains et environnement dans chacun des territoires.

- Démultiplient **les méthodes collaboratives**
- Créent **une diversité de médiums dans une diversité de lieux** pour partager les connaissances
- Travaillent **en équipe multidisciplinaire** pour la mise en œuvre des actions
- Déploient une démarche de **formation-action**

- **Mutualisent les ressources** avec d'autres initiatives
- **Définissent le rôle et la contribution des Laboratoires Vivants Territoriaux** au sein d'un paysage institutionnel plus large.

- Organisent des rencontres pour appuyer **l'interconnaissance et coconstruire un langage commun**
- S'assurent que **les informations soient partagées de manière régulière** entre les différentes parties prenantes (entre certains, à l'aide de plateforme)
- Définissent leurs approches en **tenant compte de l'historique des projets et des relations entre les acteurs** des territoires.
- Identifient des activités dont **les effets peuvent être palpables à court, moyen et long terme.**

- S'attachent à **définir les rôles et responsabilités** des différentes parties prenantes mais aussi les **valeurs partagées au sein du collectif**
- S'appuient sur **un système de suivi-évaluation réflexif** des modalités de collaboration multi-acteurs
- Organisent **des comités multi-acteurs** de définition, suivi et évaluation des actions
- Se réfèrent à **la diversité des autorités (étatiques, traditionnelles, religieuses)** considérées comme légitimes au sein des territoires

Ces défis nécessitent un travail constant de médiation, d'adaptation méthodologique et de réflexivité collective.

DES CHANGEMENTS RESSENTIS AUJOURD'HUI

« Ils (les ateliers) changent ma perception, ma capacité de travailler, ma manière de diriger des équipes, ma façon de voir les choses. (…) La diversité développe un groupe ou une organisation et elle emporte de bon résultat » (chercheur d'un LVT)

À Ranomafana, le système de suivi-évaluation réflexif et participatif a permis de révéler les changements vécus par les acteurs depuis leur engagement dans les actions du LVTTAM.

Ces changements sont de différentes natures….

Des changements en termes de connaissances :

Nature des nouvelles connaissances

- Techniques (ex. guidage, nom des espèces) ;
- Linguistiques (formation langue) ;
- Méthodologiques ;
- Systémiques (sur les interdépendances entre les humains et entre les humains et leur milieu ; sur la diversité des dimensions nécessaires à une gestion durable de la biodiversité) ;
- Réglementaires

« L'approche interdisciplinaire et transdisciplinaire a apporté une compréhension élargie et une capacité à relier les savoirs académiques aux savoirs pratiques » (Chercheur)

« J'ai appris la technique d'enquête et la façon rassembler des données. Puis, j'ai acquis de la méthode, comment communiquer devant la communauté. » (Etudiant)

« Ce dont je me souviens, c'est la façon de faire pour avoir les permis de coupe. » (Mbre VOI)

« J'ai aussi appris des noms scientifiques des espèces floristiques et faunistiques. Puis la façon de les expliquer d'une manière plus simple. » (Mbre VOI)

Des changements en termes de motivation :

Motivation à : (i) travailler avec d'autres acteurs du territoire (pour tous les acteurs) ; (ii) s'engager dans la protection et la valorisation d'une zone forestière (particulièrement pour la VOI) ; (iii) acquérir de nouvelles connaissances et compétences (pour tous) ; (iv) transmettre à d'autres les connaissances et compétences acquises ; (v) produire des savoirs actionnables (chercheurs et étudiants) ; (vi) mutualiser ses connaissances avec d'autres acteurs (tous)

« Nous qui avons été formés, nous devons transmettre nos connaissances à la population. » (Mbre VOI)

« Le souhait est de renforcer les collaborations existantes et de les étendre à de nombreux acteurs pour ne pas dépendre d'un seul. » (Chef fokontany)

« Cette mission m'a donné envie de m'orienter vers la recherche participative, où l'acteur local devient lui-même chercheur. » (Etudiante)

Des changements en termes de relations entre les acteurs

Les relations sont décrites comme étant renforcées entre les acteurs, basées sur une meilleure interconnaissance. Elles ouvrent sur une vision partagée, de nouvelles proximités physiques, communicationnelles et organisationnelles entre les acteurs.

« … grâce à son approche transdisciplinaire. Il a favorisé des échanges constants entre étudiants, chercheurs et communautés locales. » (Etudiant)

« Après l'atelier, j'ai constaté que nous avions développé un réel esprit d'équipe. Auparavant, nous avions tendance à travailler chacun de notre côté, mais maintenant, nous comprenons l'importance de la collaboration et de l'échange d'idées ». (ONG)

« Je comprends désormais les problèmes rencontrés par les acteurs, leurs modes de fonctionnement » (Chercheur)

« Quand nous sommes parties pour rentrer à Ambodivoangy, nous avons parlé entre nous, nous nous sommes dites que l'atelier nous a permis de comprendre que nous sommes tous sur la même longueur d'onde. » (Mbre communauté)

Des changements en termes de perception :

Perception des autres, d'un projet collectif à conduire sur le moyen et long terme, mais aussi de soi (sa capacité d'agir, son rôle)

« Je me sens désormais plus à l'aise et respectueux envers la communauté. » (Etudiant)

« Ma représentation des pratiques des parties prenantes s'est transformée : ces derniers apparaissent comme des acteurs stratégiques et non seulement comme bénéficiaires. » (Chercheur)

« Il (l'atelier) a montré comment les actions de chacun avaient un impact sur l'ensemble et a mis en évidence l'importance de la solidarité et de l'engagement de tous. Il a ainsi montré que si chacun ne faisait pas sa part, le groupe ne pouvait pas fonctionner » (ONG)

Des changements en termes de nouvelles pratiques :

L'aboutissement de ces changements conduit à de nouvelles pratiques individuelles et collaboratives.

« Il y a moins de feux de brousse dans la VOI » (Mbre communauté)

« Je vais désormais intégrer une phase de co-construction des hypothèses de recherche avec les acteurs locaux dès le début de mes futurs projets, plutôt que de leur imposer un protocole pré-établi. » (Chercheur)

« Parmi les acquis majeurs, l'amélioration de la communication, tant interne qu'externe, apparaît comme un élément clé. » (Mbre communauté)

Des changements en termes de posture :

« Je suis timide, et la formation a réduit cela, par exemple, me lever devant un groupe de personnes. » (Mbre communauté)

« J'ai constaté un réel changement dans notre relation. J'ai commencé à aborder les sujets de manière plus directe » (chef fokontany)

« Je ne me positionne pas comme un chercheur mais comme un simple formateur en tant que collègue qui va les aider. » (Chercheur)

Ce système de suivi-évaluation participatif offre un cadre de réflexivité individuelle et collective permettant de prendre conscience du cheminement parcouru, de l'atteinte ou non des objectifs visés, des efforts à maintenir ou des réajustements nécessaires.

Les changements, perceptibles dès aujourd'hui, constituent les prémices de transformations à plus long termes et aux effets démultiplicateurs sur ce territoire… comme sur ceux des autres LVTs.

À CHAQUE TERRITOIRE, SON LABORATOIRE VIVANT !

Aujourd'hui, c'est plus de 900 personnes qui ont été impliquées dans ces 3 Laboratoires Vivants, ont cheminé ensemble, appris de leurs expertises mutuelles, ouvert leur champ de compétences, expérimenté des innovations sociales et techniques...

C'est ainsi un **processus continue fait d'ajustements et de réajustements définis collectivement** pour construire ensemble une relation à la fois durable et juste entre les humains et leurs milieux.

Ces Laboratoires Vivants Territoriaux ne souhaitent pas imposer un modèle. Ils font grandir **l'idée d'une justice sociale et écologique adaptée à chaque territoire**, enracinée dans sa culture, son environnement.

Des points communs

- La transdisciplinarité
- Faire des questions de justice sociale liée à la gestion des milieux des objets d'enquêtes collectives
- L'apprentissage collectif
- Le faire commun
- L'exploration collective
- La cocréation
- Des collectifs multi-acteurs ancrés dans des territoires
- Des innovations à la fois sociales et techniques
- Des valeurs et principes d'action partagés
- La formation-action

Des cheminements différents

Les contextes - socio-culturel, historique, partenarial, institutionnel, écologique - structurent les relations entre les humains et entre les humains et leurs milieux ... et donc les contours des Laboratoires Vivants Territoriaux.

Oui, nous avons vu que nous ne définissions pas de la même manière notre approche territoriale. Et au vu des flux migratoires inter-îles aux Comores, pour le maintien de la biodiversité, il est apparu crucial de travailler sur l'histoire des villages de l'île ou encore sur la sécurisation foncière.



De notre côté, c'était vraiment important qu'il y ait une reconnaissance du LVT à travers un arrêté préfectoral. Etant donné l'historique des relations entre les acteurs, cela a permis de renforcer les liens, de reconnaitre l'implication des communautés. Cela a ouvert la voie à une gestion plus inclusive de la NAP.



L'expérience de la transdisciplinarité avec les acteurs de Ranomafana nous a donné envie de renforcer et de déployer cette démarche dans d'autres zones de la région et même de travailler en milieu urbain auprès de la mairie de Fianarantsoa par exemple.



Du chemin à parcourir, un engagement à maintenir pour...

- Développer de nouveaux partenariats techniques et institutionnels afin d'assoir davantage l'expertise plurielle des LVTs et leur ancrage territorial
- Renforcer les capacités des LVTs à solliciter de nouveaux financements en tant que collectif
- Renforcer les compétences de certains LVTs en termes de gestion administrative et financière des actions pour renforcer l'efficacité de ces dernières
- Structurer et consolider les acquis en termes de formation à la transdisciplinarité au sein des universités qui accueillent les LVTs à travers, par exemple, la reconnaissance d'un parcours transdisciplinaire diplômant.

Des risques pour la suite ?

- Victime de leur succès, de nouveaux rapports de force peuvent émerger autour des LVTs et de leur portage institutionnel.
- Les LVTs rendent visibles des chercheurs aux expertises différentes. La sollicitation de certaines d'entre elles, sous forme de consultances individuelles, peut fragiliser ce qui fait la force et la portée des LVTs : la multi-expertise des collectifs.
- Le paysage académique à Madagascar, aux Comores, comme ailleurs, reste majoritairement structuré autour d'approches disciplinaires. Il peut être plus ardu pour un chercheur d'acquérir une reconnaissance académique en s'impliquant dans des démarches transdisciplinaires. Cela pourrait freiner l'engagement de certains d'entre eux dans les LVTs.

Des effets catalyseurs

Au-delà des réalisations, les effets des LVTs portent sur l'acquisition de **nouvelles connaissances, le renforcement de compétences, de relations entre les acteurs, de leur motivation à s'engager** au sein de leur territoire.

Autant d'actifs capables de produire des effets au-delà de ce qui est observable aujourd'hui.

- Ce sont 3 innovations organisationnelles institutionnalisées qui contribuent à structurer des cadres de coordination durables.
- Ce sont des d'acteurs solidaires, capables de mutualiser leurs connaissances et d'agir ensemble pour le bien-être collectif et la préservation de leur milieu.
- Ce sont des étudiants conscients aujourd'hui de la complexité des enjeux liés à une gestion durable et donc juste de la biodiversité, riches d'une première expérience de recherche transdisciplinaire.
- Ce sont des chercheurs de différentes disciplines qui ont appris de nouvelles méthodes et manière de travailler pour produire des connaissances actionnables pour une diversité d'acteurs
- Ce sont des directions régionales qui ont été initiées à de nouveaux outils pour la concertation multi-acteurs
- Ce sont des membres de VOI, des associations féminines, des jeunes des communautés qui ont vu leurs engagements pour la préservation de leur milieu être reconnus et renforcés.

Un Laboratoire Vivant Territorial n'est pas une « boite à outils » prête à l'emploi.

C'est un **engagement dans des dynamiques de cocréations collectives** qui dépasse le cadre et la temporalité du projet... pour **contribuer à faire des territoires des lieux de solidarités, d'innovations et d'interdépendances apaisées entre les humains et leurs milieux.**



Prendre contact avec les porteurs de ces dynamiques :

- Pour le LVTT (Tampolo) Marie-Claudine Ranorosoa (Essa-Forêt, NAP de Tampolo) : reservedetampololra@gmail.com
- Pour le LVTTAM (Fianarantsoa), Dr Baovola Ratalata (Univ. de Fianarantsoa) : alisoaralaivao@yahoo.fr
- Pour le LVM (Mohéli), Dr Ali Mohamed M'bayé (Univ. Des Comores) : mbaealimohamed@gmail.com
- Pour le projet VARUNA Living Forest, Frédérique Jankowski (Cirad, UMR Sens) : frederique.jankowski@cirad.fr

Imprimé à Madagascar par MEGAPRINT
Mai 2026

Judith Lorne